



---

**LA DÉMO-  
CRATIE  
CULTURELLE,  
CHEMIN ET  
HORIZON  
POUR  
CHANGER DE  
RÉGIME!**

CARTE BLANCHE COLLECTIVE

# RÉVOLTE!



Devant l'accumulation des causes de révolte légitime, comment éviter que la colère ne s'égaré, comment fédérer tant d'indignations potentiellement disjointes ?

Dans « *Un nouveau paradigme* » (Fayard, 2005) Alain Touraine nous propose d'identifier ce qu'il nomme un changement de paradigme, une mutation du conflit central autour duquel se structure notre société.

Depuis bientôt un demi-siècle, le conflit central serait / deviendrait « culturel », au sens anthropologique de la notion de culture : le conflit porterait sur le sens (plus exactement le non-sens) d'une économie désencastrée des territoires humains, sur le sens (plus précisément le non-sens) d'une répartition aberrante des richesses, sur le non-sens de la définition même de la richesse, le non-sens d'un travail dévoyé en *bullshit jobs*, la tendance à la généralisation d'un *global burn out* (Pascal Chabot), le non-sens d'un système productif menaçant les écosystèmes, le vivant, les équilibres climatiques, le non-sens d'une consommation de non-sens imposée par le capitalisme informationnel.

Si le conflit central est de nature culturelle, la démocratie culturelle n'est plus seulement une orientation essentielle du travail associatif d'éducation populaire.

La démocratie culturelle, ce n'est plus seulement, « *par l'action culturelle, rendre la société plus consciente d'elle-même* » (Marcel Hicter).

La démocratie culturelle serait l'horizon d'un nouveau régime de démocratie approfondie généralisée et continue, dans l'ensemble des fonctions collectives, en ce compris l'œuvre à faire de « civiliser le marché », de contester l'empire de la propriété, de définir le « Commun » comme principe moteur de la grande transformation à conduire au XXI<sup>e</sup> siècle (Pierre Dardot et Christian Laval).

L'horizon, mais aussi le chemin pour fédérer les luttes dans cette direction, pour définir et conduire les conflits porteurs d'un déploiement des dimensions culturelles de l'ensemble des droits humains.

par *Ariane Estenne, présidente du MOC*  
et *Luc Carton, philosophe*

## #1 – LA RÉVOLTE, POURQUOI NE PAS S'Y FIER ?

Grammaticalement, cette question charrie curieusement deux sens opposés : d'un côté, nous avons affaire à une incitation (pourquoi ne pas essayer la révolte <sup>(1)</sup>); de l'autre, à un appel à la vigilance (pourquoi on devrait rester sur ses gardes par rapport à la révolte). Ambivalence piège qui risque de réduire le débat à des chocs d'évidences qui se croyaient trop vite partagées. Nous ne défendons pas dans ces lignes une position normative (« voilà ce qu'il faudrait en penser »), mais nous essaierons de construire un positionnement modeste, réflexif : comment est-ce que cette question peut nous questionner ?

### Pourquoi, le cas échéant, se méfier de la révolte ?

Une première raison de méfiance nous paraît pouvoir s'énoncer comme suit : parce que le soulèvement insurrectionnel n'est qu'une action parmi d'autres dans le champ politique et que cette action n'est pas d'office dotée de toutes les vertus. La Révolution française elle-même a été suivie par la Terreur, qui a prétendu s'appuyer sur une « insurrection populaire » pour en écraser d'autres. Ce fragment d'un discours prononcé au Club des Jacobins est très parlant :

« Si nous nous purgeons, c'est pour avoir le droit de purger la France. Nous ne laisserons aucun corps hétérogène dans la République : les ennemis de la liberté doivent trembler, car la masse est levée ; ce sera la Convention qui la lancera. Nos ennemis ne sont pas aussi nombreux qu'on veut le faire croire ; bientôt, ils seront mis en évidence, et ils paraîtront sur le théâtre de la guillotine. » <sup>(2)</sup>

Sous la plume de Robespierre lui-même, la révolte est opposée à la question des droits :

« Dans cet état de choses, c'est à qui vendra son âme au plus fort pour légitimer l'injustice et diviniser la tyrannie. Alors la raison n'est plus que folie ; l'égalité, l'anarchie ; la liberté, désordre ; la nature, chimère ; **le souvenir des droits de l'humanité, révolte** : (...) alors on a des rois, des prêtres, des nobles, des bourgeois, de la canaille ; mais point de peuple et point d'hommes. » <sup>(3)</sup>

La deuxième raison consiste en cet autre rappel historique : l'insurrection n'est pas d'office la voie porteuse de progrès : l'étude des mouvements ouvriers nous montre que ce ne sont pas ceux qui ont « cassé les machines » industrielles qui ont gagné les droits sociaux pour les travailleurs <sup>(4)</sup>, ce sont ceux qui ont mis en avant leur contribution au Progrès, en ont donné une définition qui leur était propre, en s'opposant aux maîtres du travail et en négociant avec eux des droits pour tous.

La troisième raison est que nous devons sans doute, aujourd'hui, ici, nous refuser la complaisance des positions « radical chic » ou du romantisme révolutionnaire qui attend des autres qu'ils mettent en œuvre des actions auxquelles on n'a pas l'intention de procéder soi-même...

### Pourquoi promouvoir et occuper une posture critique ?

La réponse implique une représentation de ce que peut être le progrès sociétal. Nous nous rallions à celle-ci : le progrès dépend de la lutte pour les droits et de la traduction des victoires en droit. Une question majeure porte alors sur l'origine du désir de lutte : on pourrait en effet se demander comment des citoyens aliénés pourraient entamer une lutte contre l'aliénation, comment le dominé, forcé de se dire dans les mots du dominant, pourrait s'affranchir des significations et valeurs que ceux-ci véhiculent en justifiant la domination ? Une des réponses possibles, si on exclut le missionnariat condescendant, est que la lutte pour les droits se joue sans doute dans une **translation**, c'est-à-dire un passage d'un champ à un autre <sup>(5)</sup> (du champ culturel au champ politique ; du champ social au champ politique ; du champ culturel au champ académique et au champ du pouvoir, etc.). Un désir (de liberté et d'égalité) qui se vit dans une « région » de la société (et y prend de la force en s'accomplissant) ne cherche-t-il pas à s'étendre dans d'autres « régions » de celle-ci ?

La translation exige cependant, **par définition, le relais d'une force de représentation** : la parole doit être portée avec force dans le champ conjoint (par exemple, le champ politique) de telle façon qu'elle puisse être entendue, et y conquérir « droit de cité ».

La démocratie culturelle ne vise-t-elle pas, par la rencontre et le dialogue qu'elle promeut, à fournir des occasions de translation aussi nombreuses et fructueuses que possible ? N'exige-t-elle pas d'occuper, d'une part, une posture critique (c'est-à-dire de se mettre à l'écoute des désirs de transformation pour plus de liberté et d'égalité) et, d'autre part, une posture de représentation (ce qui veut dire accepter que les populations au service de qui nous nous mettons aient pour nous un statut de commanditaires) ? Ce type d'action collective s'inscrit sans doute dans la lignée des « mouvements globaux » : « Les mouvements cherchent à construire des relations conflictuelles avec d'autres acteurs et à institutionnaliser ces relations pour qu'elles autorisent la négociation. Ils transforment le cas échéant la crise, qu'elle soit économique ou politique, en débats et en conflits, ils prennent des initiatives et demandent éventuellement plus de démocratie pour que celles-ci puissent être discutées, expérimentées, étendues. » <sup>(6)</sup>

Tenter d'occuper légitimement une posture critique, c'est donc à la fois reconnaître l'importance des institutions (pour éviter la guerre de tous contre tous et le triomphe brutal de la loi du plus fort) et traquer l'insuffisance de leur écoute et de leur réflexivité (en travaillant d'abord sur la nôtre). L'existence de cette posture critique suscite parfois des questionnements sur son subventionnement par l'État ; ils s'expriment eux aussi en deux sens opposés. Pour les uns (certains hommes politiques par exemple), le subventionnement devrait exclure la critique (« on ne vous paie pas pour nous critiquer », position qui révèle d'emblée une étonnante conception de l'argent public, qui n'appartient nullement à ceux à qui la population a délégué une partie de l'exercice du pouvoir). Pour d'autres, il y a doute sur la capacité à exercer la critique dans ces conditions (la subvention est pour eux la preuve d'une dépendance). Il est curieux, dans ce contexte, qu'on ne se mobilise pas d'emblée cette comparaison : les agents du champ judiciaire ont beau être rémunérés par de l'argent public, cela n'empêche pas que la plupart défendent la séparation des pouvoirs et qu'ils cherchent à l'incarner (ce qui n'exonère personne d'un fort exercice de réflexivité pour éviter que « l'indépendance » supposée ne se confonde avec l'exercice de l'arbitraire).

Nous voudrions simplement dire que cette posture critique se pose en lien de confrontation avec les institutions de l'État, dont elle reconnaît par ailleurs le rôle essentiel. La qualité du contre-pouvoir est nécessaire à la démocratie ; le contre-pouvoir, réciproquement, se rappelle, comme l'y invitait Marcel Hicter, qu'« être à la marge ne veut pas dire être sans lien ».

En essayant de clarifier ce type de positionnement, nous ne disons pas qu'il constitue la seule forme légitime d'action collective ; nous essayons seulement d'en décrire les conditions de cohérence et de pertinence, mais aussi la nécessité.

par *Jean Blairon,*  
*Docteur en philosophie et lettres /RTA*

<sup>(1)</sup> Nous prenons ce terme dans le sens « soulèvement contre l'autorité établie ».

<sup>(2)</sup> Extrait du livre *La Société des Jacobins*, cité par Bernard Noël dans *Le Sens la Sensure*, Le Roieux, éditions Talus d'approche, 1985, p. 21.

<sup>(3)</sup> [www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/robspierre-10-mai-1793](http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/robspierre-10-mai-1793)

<sup>(4)</sup> Cfr A. Touraine, M. Wieviorka, F. Dubet, *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.

<sup>(5)</sup> Nous donnons des exemples de translation dans notre analyse « Désobéissance » et projet socio-artistique ; une articulation à interroger », [www.intermag.be/analyses-et-etudes/culturel/682-desobeissance-et-projet-socioartistique-une-articulation-a-interroger](http://www.intermag.be/analyses-et-etudes/culturel/682-desobeissance-et-projet-socioartistique-une-articulation-a-interroger) (2019).

<sup>(6)</sup> M. Wieviorka, *Retour au sens, Pour en finir avec le déclinisme*, Paris, Laffont, 2015, p. 318.



© Cherokee par Stéphane Arcas

## #2 – NOUS VIVONS DANS UN MONDE EN CRISES

Le pluriel est à dessein : il traduit à la fois une succession chronologique et une simultanéité des terrains. Crise économique entamée dans les années 1980 avec la fin des *30 glorieuses* et de la croissance infinie ; crise financière après 2008 et l'effondrement de la vie à crédit ; crise sociale où la relégation des citoyen-ne-s n'émeut plus ou presque plus et où l'équilibre budgétaire semble plus important que le droit à la vie digne ; crise politique avec le retour des extrêmes nationalistes, racistes et xénophobes ; et enfin crise environnementale majeure, notre planète est à bout de souffle et nous peinons à agir.

***La crise du covid-19 a amplifié ce contexte de crises de façon inédite, révélant les failles profondes du système. Notre société est passée durablement d'un système en crise à un système de crises.***

Comme association d'éducation permanente, nous sommes à la croisée des mondes, des points de vue, des modes d'action et des rapports de force. Nous avons la particularité d'être subventionnés par l'autorité publique pour garantir à tous et toutes l'exercice réel de la démocratie dans les champs politique, social et culturel, en encourageant l'esprit critique des citoyen-ne-s vis-à-vis du pouvoir. Nous travaillons avec les gens à partir de leurs réalités concrètes - souvent difficiles - afin de décoder ce qui se joue avec eux et contre eux et comment agir sur ce réel pour regagner les droits fondamentaux dont elles devraient pouvoir jouir. Un travail qui vise à l'émancipation individuelle et collective. Nous sommes ainsi souvent amenés à nous demander de qui ou de quoi nous nous émancipons ? Pourquoi ? Et comment ? Or, les crises successives et les solutions apportées par les autorités ont modifié considérablement les réponses à ces trois questions.

Dans un contexte d'austérité budgétaire assumé où la force publique ne poursuit plus la quête de bonheur pour tou-te-s mais « gère la boutique », le système de solidarité effective mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale est remis en cause. S'attaquer à la sécurité sociale et aux services publics a des effets directs sur l'augmentation des inégalités. Les personnes en situation de pauvreté se sentent pointées du doigt, reléguées et peu ou pas entendues par les représentant-e-s politiques. Comme acteur-trice-s de terrain en éducation permanente, nous agissons avec elles pour leur rendre une place dans le débat public, pour lutter contre leur stigmatisation, pour que la société admette que la pauvreté est une responsabilité collective et non un phénomène individuel. Dans ce

processus mené avec ces hommes et ces femmes, nous passons inévitablement par une étape de prise de conscience des rôles joués par les institutions et les autorités. Quotidiennement, la colère vécue et exprimée est palpable. Fin 2018, en France, en réponse à des mesures politiques injustes socialement, hommes et femmes sont sorti-e-s du silence, ont laissé exploser leur colère et ont occupé les ronds-points pour sortir de l'invisibilité. Ils et elles ont rendu tangible une réalité sociale et économique trop souvent niée par les médias et les autorités publiques, une « classe moyenne » dévoyée, qui doit faire les fonds de tiroir presque tous les mois malgré un ou parfois deux emplois. La violence de leurs manifestations a choqué ou a été saluée, les camps se sont opposés et le débat fut compliqué entre les partisan-e-s et les opposant-e-s des Gilets jaunes.

Récemment, des jeunes et des moins jeunes se sont massivement mobilisé-e-s pour réclamer des actes politiques concrets pour limiter la catastrophe climatique à venir.

médiatique en juin - amènent des mouvements institués comme les nôtres à requestionner nos modes d'action et nos rôles social et politique. En effet, même si nous convergeons souvent avec les revendications portées par ces mouvements de contestation, les rapprochements entre ces citoyen-ne-s et des organisations comme les nôtres restent compliqués et suscitent des frustrations de part et d'autre. La révolte, quand elle se manifeste, caractérisée ou non par de la violence physique ou symbolique, permet de secouer l'ordre établi, elle pousse au changement de paradigme avec une brutalité que ceux-celles qui la portent estiment nécessaire, mais que seule l'Histoire est souvent capable de juger. Pour autant, contrairement à d'autres formes de contestation (l'abstention, par exemple), elle est loin d'être le signe d'un abandon social, au contraire. Comme le disait Camus : « *Qu'est-ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non. Mais s'il refuse, il ne renonce pas : c'est aussi un homme qui dit oui, dès son premier mouvement.* ».

La crispation, voire la rupture sociale, provoquées par les révoltes qui s'expriment, sont autant d'occasions de faire avancer le projet collectif sociétal. Ce sont des leviers sur lesquels s'appuyer pour passer les barrières symboliques ou réelles qui empêchent le plus grand nombre de jouir des droits fondamentaux. Entendre cette révolte, permettre à ceux et celles qui la portent de se faire entendre, mais aussi entendre ceux et celles qui se sentent bousculé-e-s par elle, constitue notre champ d'actions. Notre action consiste à trouver comment, ensemble et malgré des divergences, assumer la révolte des un-e-s et des autres, légitimer ses causes, construire ses réponses.

Évidemment, comme acteur politique, notre objet social s'inscrit dans un ensemble de valeurs qui nous est propre et qui nous incite à nous positionner officiellement par rapport à ces crises. Mais au-delà d'un avis rendu dans l'espace public via une carte blanche, ou d'un soutien manifeste à telle ou telle cause, notre rôle essentiel prend tout son sens lorsque, malgré les crises, nous maintenons le dialogue social ouvert, lorsque nous parvenons à faire avancer le débat avec le plus grand nombre, lorsque nous déconstruisons les discours pour produire de la pensée critique et complexe, lorsque nous rendons du pouvoir d'agir au plus grand nombre mais surtout à ceux et celles qui en sont privé-e-s injustement.

par ***Sarah de Liamchine***, co-directrice du PAC

***L'effondrement n'est plus un scénario de film apocalyptique, c'est le récit du présent. Les plus jeunes ont appelé à la responsabilité pendant plusieurs semaines dans la rue : agissez maintenant si vous voulez nous sauver demain !***

Face aux silences des autorités, des groupes de citoyen-ne-s agissent parfois à la limite de la légalité, empruntant la voie de la désobéissance civile, elles revendiquent la nécessité d'agir, y compris contre l'État si celui-ci ne remplit plus ses fonctions essentielles, comme garantir l'accès aux droits fondamentaux à tous et toutes.

Ces mouvements sociaux - et d'autres, tels que les mouvements décoloniaux qui ont occupé la scène



## #3 – L'ÉVEIL DES CONSCIENCES, L'ACTION ET LA TRANSFORMATION DU MONDE

La révolte convoque, dans notre imaginaire, une démarche collective (plus ou moins organisée) de rébellion contre une autorité établie. Cette insurrection suppose un motif de passage à l'acte, nourri par un regard critique, une réflexion, des rapports de domination inacceptables, une injustice subie ou constatée, une pulsion... qui conduit à vouloir infléchir sa situation dans le monde. La révolte peut se matérialiser à différents endroits de nos quotidiens : dans le quartier, au sein de nos cercles sociaux, à travers nos engagements, dans le cadre du travail... Bref, dans une *zone proximale d'intervention* <sup>(4)</sup>, loin du « grand soir » pourtant attendu mais qui peine à advenir.

**Mais qu'est-ce qui pourrait fonder la révolte ? Peut-être serait-ce, tout simplement, cette question : « Qu'est-ce que je fous là ? »**

Cette interrogation d'apparence anodine est pourtant existentielle. Formulée par Jean Oury <sup>(2)</sup>, figure de la psychothérapie institutionnelle, elle interroge notre humanité sous au moins trois angles : la question du sujet, celle de l'action et, enfin, celle du sens.

Du côté du sujet, répondre à cette question implique une pratique réflexive qui nous entraîne sur les rives de la question de l'existence et de sa place dans le monde. *Ce que je fous là* impose en réalité de se situer dans son histoire, son parcours, ses attaches... Ce regard critique - de soi à soi - convoque une **révolte des consciences** nécessaire, une consistance d'être dans le monde qui nous institue en humanité : ni Homo oeconomicus ni Homo erectus, mais citoyen !

« Ce que je fous là » interroge aussi les actes posés, leurs intentions comme leurs conséquences.

Penser sa *praxis* revient à agir sur et dans le monde, à matérialiser en faits et en actes des intentions qui luttent contre les déterminismes de tous ordres ! Une **révolte des pratiques** qui initie d'autres modes relationnels, d'autres communs, d'autres manières de faire.

Enfin, *ce que je fous là* interpelle l'art de faire société, sa manière de participer des logiques globales - qu'elles soient économiques, culturelles, sociales... - qui souvent nous dépassent mais fondent nos sociétés. On perçoit, très ostensiblement aujourd'hui, les limites de la conduite du monde, tant au niveau de « la masse » des laissés-e-s pour compte qu'au regard des enjeux climatiques. La foi dans un progrès inéluctable s'est durablement altérée, faisant dire à certains que l'effondrement aurait déjà eu lieu <sup>(3)</sup>. Une **révolte dans la conduite du monde** parce que le temps n'est plus à chercher des adaptations, des évolutions ou des alternatives au sein d'une même matrice de pensée, mais à fonder tout autre chose.

Notre humanité appelle à combiner au moins trois révoltes émancipatrices qui trouvent leur consistance dans les ambitions de la démocratie culturelle telle que l'envisageait Marcel Hicter <sup>(4)</sup>, situant la culture dans une perspective universaliste et humaniste et non comme l'acquisition d'un patrimoine, mais plutôt comme « la priorité que l'on donne au plus-être sur le plus-avoir ». <sup>(5)</sup> Il renchérit : « La culture n'est pas la connaissance, ni l'érudition ; c'est une attitude, une volonté de dépassement personnel total, de son corps, de son cœur, de son esprit, en vue de comprendre sa situation dans le monde et d'infléchir son destin ».

L'Éducation populaire, dans ses fondements, ses pratiques et ses perspectives participe de cela, misant sur chacun-e, politisant les questions, soutenant l'action collective. Une visée émancipatrice, au-delà des croyances et des statistiques, des normes et des évaluations.

Un pari qui résonne comme une condition nécessaire de la révolte dans les propos de Simone Weil : « Ce que nous savons d'avance, c'est que la vie sera d'autant moins inhumaine que la capacité individuelle de penser et d'agir sera grande. » <sup>(6)</sup>

par **Geoffroy Carly**, Directeur des CEMÉA

<sup>(1)</sup> Par analogie au concept de « Zone proximale de développement » développé par Lev Vygotski

<sup>(2)</sup> Jean OURY et Patrick FAUGERAS, *Préalable à toute clinique des psychoses*, Toulouse, Editions érès, 2016, p.8.

<sup>(3)</sup> Roland GORI, *Et si l'effondrement avait déjà eu lieu - L'étrange défaite de nos croyances*, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2020

<sup>(4)</sup> Directeur général de la jeunesse et des loisirs en Belgique de 1963 à 1979

<sup>(5)</sup> Discours prononcé à l'occasion de sa prise de fonction comme président de la Fédération Internationale des CEMÉA en 1971 à Paris.

<sup>(6)</sup> Simone Weil, 1934, *Réflexion sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, Paris, Gallimard, Folio, 2009, p. 147 (en réponse à la question de savoir ce qui, de nos sociétés, subsistera ou périra.)